



# PSA : nos analyses, et nos propositions

*De plan de suppressions en plans de sauvegarde de l'emploi, le groupe PSA a fait fondre ses effectifs dans l'industrie automobile. Cela ne lui suffit pas, et malgré 2 milliards de dividendes versés aux actionnaires depuis 2004, 8 300 emplois devraient encore disparaître dont 1 400 rien qu'à Rennes La Janais, sans compter ceux induits dans la sous-traitance.*

*Ce n'est pas une fatalité, il existe d'autres solutions.*

## Une Hypocrisie Générale

Cette stratégie était annoncée, et préparée à coup de restructuration et d'alliance. Elle était juste différée le temps d'encaisser un nouveau contingent d'aides et de primes (à la casse, écologique) depuis 2008. Alors pourquoi s'étonner ?

## Un empire Peugeot basé en Suisse

où se trouve le siège de la holding financière du groupe, qui pompe l'argent d'un groupe qui fait toujours des bénéfices mais en tire plus de sa banque que des chaînes de montage automobile.

## Un gouvernement sans ambition

qui se contente de quelques nouvelles aides sans remettre en cause la stratégie alors qu'il devrait se battre pour une politique européenne coopérative dans cette filière comme dans les autres et bloquer les suppressions d'emploi.

## Nos propositions avec l'union syndicale Solidaires

- **Maintient de tous les emplois** sur tous les sites PSA et de la sous-traitance, en ne laissant pas la décision à une minorité privé, par l'entrée de l'Etat au capital du groupe et en obligeant la famille Peugeot à investir en contrepartie des aides publiques reçues.

- **Un débat doit s'ouvrir avec les salarié-es et l'ensemble de la population sur la socialisation, le contrôle des salarié-es sur leur production, sur l'utilisation de la plus-value dégagée, sur les investissements utiles à la société...** Ces questions se posent pour la filière automobile comme dans les autres secteurs productifs.

- **Les salarié-es doivent être protégés des aléas des restructurations.** Un fond financé par le patronat de la branche doit garantir aux salarié-es rémunération, protection sociale et l'ensemble des droits sociaux, pendant le temps nécessaire pour retrouver un emploi comparable, et assurer le financement de l'éventuelle reconversion.

- **A l'échelle nationale et européenne, il faut engager un débat démocratique sur l'avenir, la transformation de l'industrie automobile selon des choix technologiques décisifs du point de vue écologique et de l'espace urbain.**

Au-delà du cas de PSA et de la filière automobile, le gouvernement doit engager des réformes visant à donner plus de droits aux travailleurs/euses, dont un droit de veto suspensif sur les licenciements collectifs pour les représentant-es syndicaux .

Solidaires revendique un statut du salarié garantissant les droits et acquis sociaux, la reconnaissance de la responsabilité collective du patronat, avec la mise en place d'un fonds patronal finançant les salaires dans la période de reclassement avec obligation de résultat et sans limite de délai.

Il faut également poser la question de la réduction du temps de travail avec embauches correspondantes et l'amélioration des conditions de travail. C'est une nécessité face à l'augmentation de la productivité, aux nouvelles technologies et à la montée du chômage.

**Manifestation samedi 15 septembre  
à 10h place de la gare à Rennes**

**A l'appel de l'intersyndicale PSA et de l'interprofessionnelle départementale**



*l'info Sud, c'est aussi un site internet : [sud-departementaux35.org](http://sud-departementaux35.org)*

Syndicat Sud Départementaux 35 - Hôtel du Département - 35042 Rennes Cedex  
téléphone : 02 99 02 39 82 télécopie : 02 99 02 39 91 mel : [sud-departementaux@cg35.fr](mailto:sud-departementaux@cg35.fr)  
permanence : Rennes-Beauregard - bâtiments modulaires - porte 32